



PRÉFET DE LA GIRONDE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Bordeaux, le 9 août 2023

Évacuation d'un squat à Bruges - 4 avenue de Terrefort

En exécution de l'ordonnance d'expulsion rendue le 21 octobre 2022 par le Tribunal judiciaire de Bordeaux pour le terrain occupé, et à la demande de Bordeaux Métropole, propriétaire du site, le concours de la force publique a été accordé par Étienne GUYOT, préfet de la Gironde. Les forces de l'ordre ont ainsi procédé ce matin, à l'évacuation de quarante personnes dont douze enfants de nationalité bulgare.

Outre l'illégalité de cette occupation, les conditions de vie des occupants, l'amoncellement de nombreux déchets organiques, encombrants et la présence de divers objets de récupération présentaient des risques importants pour la salubrité et la santé publique.

L'opération d'évacuation s'est déroulée sans difficulté. Conformément à la réglementation en vigueur, les occupants de ce squat ont fait l'objet d'un diagnostic social préalable mené par la direction départementale de l'emploi, du travail et des solidarités (DDETS). Après plusieurs passages sur le site à la rencontre des occupants, il ressortait que, sur l'ensemble des personnes diagnostiquées dans ce squat, trois familles (avec trois mineurs respectifs) répondaient aux critères d'éligibilité (volonté affirmée d'insertion, avoir un projet de vie en France, attestation de domiciliation, scolarisation des enfants, etc) et elles bénéficient depuis la fin du mois de juillet d'un accompagnement social. Ces familles seront orientées vers l'établissement temporaire d'insertion de la ville de Bruges dès l'achèvement des travaux.

Les familles les plus vulnérables n'ayant pas souhaité bénéficier d'un accompagnement ou ne correspondant pas aux critères d'éligibilité d'accompagnement social se sont vues proposer des prises en charge. À ce titre, quatre familles bénéficieront d'un hébergement d'urgence et deux familles ont refusé toute proposition d'hébergement d'urgence.

Les lieux, libérés de cette occupation illicite, ont été rendus à Bordeaux Métropole en fin de matinée. Les travaux de sécurisation, nécessaires pour empêcher toute nouvelle intrusion, ont pu débuter à l'issue de l'évacuation.